FRANCE

Primaires PS réussies mais tout n'est pas encore gagné

Une primaire réussie même si ce scrutin ouvert du PS avait été descendu par la droite qui a dû, au final, reconnaître que cet exercice était intéressant et constituait une belle expérience démocratique qui pourrait inspirer l'UMP dans l'avenir. Si les six candidats ne sont pas tombés dans le piège en évitant de se déchirer lors des trois joutes télévisées, il reste que l'enjeu de taille est de transformer l'essai par la victoire du candidat socialiste à la présidentielle de mai 2012. Mais ce n'est pas suffisant. Du candidat qui se dégagera des primaires, dépendra forcément le type de socialisme vers lequel la France se dirige si ses électeurs donnent leur confiance à la gauche.

De notre bureau de Paris, Khadidja Baba-Ahmed

Pour qui voteront les électeurs qui adhèrent aux valeurs de la gauche ce dimanche parmi les six socialistes qui se sont portés candidats aux primaires. Si l'on s'en tenait aux très nombreux sondages qui se sont succédé, François Hollande arriverait en tête (suivi de Martine Aubry) sans toutefois qu'il obtienne les 51% des suffrages qui permettraient de se passer d'un second tour, et ce, eu égard à l'éparpillement des voix inhérent au nombre important de candidats : Marine Aubry, François Hollande, Arnaud Montebourg, Ségolène Royal, Manuel Walls et Jean-Michel Baylet, ce dernier n'étant pas candidat du PS mais du Parti radical de gauche. Au-delà du résultat de ce soir et/ou du second tour (le 16 octobre), les primaires socialistes décriées pendant très longtemps par la droite ont donné une formidable leçon à la droite. «Ils vont s'étriper et montrer leur incohérence», tonnait François Copé, patron de l'UMP. Il a manifestement été déçu et observe, impuissant, que d'autres responsables de droite se sont rendus à l'évidence.

Le Premier ministre, François Fillon, a dû se fendre d'un : «Je pense que c'est un processus moderne qui convient à droite comme à gauche, pour toutes les grandes élections», ajoutant toutefois pour ménager la susceptibilité du chef de l'Etat «qu'il ne peut y avoir de primaire pour le président de la République lorsque celui-ci se représente». L'ancien Premier ministre et actuel sénateur de l'UMP — Jean-Pierre Raffarin — n'est pas en reste et a dû se résigner à déclarer que «la primaire socialiste était un succès». Cette primaire qui a donné l'image d'une même famille, d'un fonds commun celui du Parti socialiste, n'a pas empêché – lorsque les conceptions de chacun se sont exprimées sur les grands thèmes abordés, de mettre en lumière des divergences loin d'être négligeables et qui renseignent sur le nécessaire positionnement que devraient définir tous les partis socialistes en Europe face à une donne internationale profondément bouleversée. Ainsi, les divergences se sont manifestées sur les problèmes de la compétitivité et du coût du travail, les licenciements, la dette, le nucléaire, l'emploi, la santé et l'immigration.

Sur chacune de ces questions, le clivage entre ceux qui prônent un socialisme mâtiné à une conception plutôt libérale exprimé notamment par Walls et sur plusieurs points par Baylet, ceux qui pensent que la situation de crise internationale est le fait d'une économie mondiale dominée par les groupes financiers et préconisent de «démondialiser» par un retour à la puissance publique face aux marchés financiers et à la mise sous tutelle politique des banques (Arnaud Montebourg) ou encore sur l'immigration, devenue, faut-il le souligner, un thème récurrent y compris à gauche, ceux qui préconisent la fermeté (Royal et Walls) qui proposent de régulariser les sans-papiers au cas par cas et sur la base de critères nets et fermes et celui qui leur oppose des «critères généreux et humains», en l'occurrence Arnaud Montebourg. Il y a aussi les deux grands favoris (Hollande et Aubry) qui restent sur ces problèmes sensibles très vagues, craignant sans doute de perdre d'éventuels voix et se laissant toute la latitude de convaincre, une fois élu candidats.

L'on voit donc que s'ils n'ont pas montré de grandes divergences, les six candidats ont des positions qui ne se rejoignent pas sur tout. Ce sont ces différences qui feront le choix des électeurs. Le scrutin est ouvert à tous les citoyens français inscrits sur les listes électorales avant le 31 décembre 2010. Ils pourront voter au 1er tour dimanche 9 octobre. Le scrutin étant uninominal à 2 tours, si aucun candidat n'obtient plus de 50% de voix au soir du premier tour (ce qui est fort probable), il y aura un second tour qui mettra en compétition les deux qui auront obtenu le plus de voix.

K. B.-A.

Carlos porte plainte pour enlèvement contre un ex-ministre

Ilich Ramirez Sanchez, alias Carlos, figure du terrorisme des années 1970, a saisi un tribunal français d'une plainte contre l'ancien ministre de l'Intérieur Charles Pasqua, à qui il reproche de l'avoir fait enlever en 1994 au Soudan, a annoncé hier son avocate.

Charles Pasqua a «revendiqué publiquement avoir donné l'ordre de kidnapper (Carlos) à Khartoum», a indiqué dans un communiqué Me Isabelle Coutant Peyre.

Selon l'avocate, qui est aussi l'épouse de Carlos, ces «faits revendiqués» relèvent de la «complicité d'enlèvement en bande organisée suivi de séquestration» et ne sont pas prescrits.

La Cour de justice de la République, tribunal compétent pour juger les infractions imputables aux membres du gouvernement dans l'exercice de leurs fonctions, a confirmé à l'AFP le dépôt de cette plainte auprès de sa «commission des requêtes», qui décidera si elle est recevable.

Carlos, qui est de nationalité vénézuélienne et aura 62 ans le 12 octobre, est détenu à la prison de la Santé à Paris. Il doit être jugé du 7 novembre au 16 décembre pour des attentats commis en France en 1982 et 1983 : dans le train Toulouse-Paris Le Capitole (cinq morts), au siège du magazine *Al-Watan Al-Arabi* rue Marbeuf à Paris (un mort), à la gare Saint-Charles de Marseille (deux morts) et dans un TGV à Tain-L'Hermitage (trois morts).

Arrêté en 1994 à Khartoum par des policiers français du contre-espionnage, il a déjà été condamné à perpétuité en 1997 pour le meurtre en 1975 de deux policiers et d'un indicateur à Paris.

La vie de Carlos, «révolutionnaire professionnel» autoproclamé au service du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), du bloc de l'Est et de lui-même, a récemment été portée à l'écran par le réalisateur français Olivier Assayas. Le film, présenté hors compétition en 2010 au Festival de Cannes (sud-est de la France), a remporté en janvier un Golden Globe aux Etats-Unis.

Depuis sa prison, Carlos avait vivement critiqué ce film, s'emportant contre des «falsifications de l'Histoire» et des images «ridicules».

Publicité

COMMUNIQUÉ

Après les régions Ouest et Centre du pays, Nedjma honore les entreprises partenaires de la région Est

Nedjma a organisé, le jeudi soir, 6 octobre 2011 à l'Hôtel Arc-en-Ciel 2 d'El Khroub, dans la wilaya de Constantine, une cérémonie conviviale en l'honneur des entreprises partenaires, de différents secteurs d'activité de la région Est du pays.

Des chefs d'entreprise, des opérateurs économiques et plusieurs invités de marque ont assisté à cette soirée au cours de laquelle les six meilleurs partenaires en termes de fidélité, de nombre d'abonnés et d'utilisation des solutions entreprises Nedjma ont été récompensés.

Devenue une tradition chez Nedjma, cette rencontre d'échanges avec ses partenaires de l'Est du pays a été l'occasion pour les nombreux invités d'apprécier, dans une ambiance chaleureuse et typiquement constantinoise, un diner-spectacle haut en couleur offert en leur honneur.

L'événement a été également une excellente opportunité pour Nedjma de réaffirmer les relations privilégiées qui la lient à ces entreprises partenaires et de rappeler sa volonté permanente de mettre à leur disposition les meilleurs offres et services répondant parfaitement à leurs besoins et attentes.

Une volonté qui se traduit par un large choix de solutions qui leur sont exclusivement dédiées et qui sont à la fois les plus innovantes et les plus avantageuses dans le segment Entreprises.

Pour rappel, la cérémonie de Constantine vient après celles organisées en l'honneur des entreprises partenaires du centre et de l'ouest du pays, respectivement, à Alger en mai et à Oran en juin de l'année en cours.

AFGHANISTAN

Dix ans de conflit

L'Afghanistan a franchi hier dans la morosité le cap des dix ans depuis la chute des talibans, une décennie marquée par l'échec des Occidentaux à stabiliser le pays malgré des centaines de milliards de dollars dépensés, et par des dizaines de milliers de morts.

Symbole de cette amertume, le président Hamid Karzaï a reconnu dans un entretien à la BBC que son gouvernement et ses alliés de l'Otan avaient «échoué» à apporter la sécurité à son peuple au cours de ces dix ans.

Le 7 octobre 2001, moins d'un mois après les attentats du 11 septembre aux Etats-Unis, l'aviation américaine commençait à bombarder l'Afghanistan après le refus du régime taliban de livrer le chef d'Al-Qaïda, Oussama Ben Laden. Quelques semaines suffiront à la coalition occidentale pour renverser les talibans.

Mais les Etats-Unis, moteurs de la force de l'Otan, détournent vite leur attention du pays pour se concentrer sur l'Irak, laissant avec le temps les talibans, réfugiés notamment au Pakistan voisin, reconstituer leurs forces.

Dix ans plus tard, cette guerre, déjà l'une des plus longues de l'histoire américaine, et qui dépasse en durée l'occupation soviétique des années 1980, a pris des allures de bourbier chaque année plus sanglant.

Et l'Otan, qui prévoit de retirer ses troupes de combat du pays d'ici fin 2014, cherche toujours une porte de sortie honorable d'un conflit qui a, selon l'université américaine de Brown, fait près de 34 000 morts et dans lequel les seuls Etats-Unis ont englouti plus de 444 milliards de dollars.

Aucun évènement particulier n'a marqué l'anniversaire. Les mesures de sécurité avaient toutefois été renforcées dans la capitale Kaboul, récemment ensanglantée par plusieurs attaques rebelles qui ont souligné la fragilité du gouvernement, porté à bout de bras par 140 000 soldats de l'Otan.

«Nous avons été très mauvais pour ce qui est d'apporter la sécurité au peuple afghan», a admis le président Karzaï dans un entretien diffusé par la BBC. «Nous devons procurer aux citoyens afghans un meilleur environnement sécuritaire» car, sur ce point, «la communauté internationale et le gouvernement afghan ont sans aucun doute échoué», a-t-il ajouté.

A la veille de l'anniversaire, quelque 200 manifestants ont réclamé à Kaboul le départ de l'Otan dont ils ont dénoncé des opérations meurtrières pour les civils, qui alimentent la rancœur de la population et nourrissent l'insurrection.

«Mort à l'Amérique et à ses marionnettes» du gouvernement, ont-ils notamment crié.

Jeudi, le général américain Stanley McChrystal, ancien commandant des forces internationales en Afghanistan, a estimé que l'Otan y avait atteint «un peu plus que la moitié de ses objectifs militaires». Cité par la BBC, il a admis que Washington et ses alliés avaient eu «une approche simpliste» du pays et de son histoire.

Les opérations militaires «ne soignent pas la maladie qui se cache sous l'insurrection», a prévenu pour sa part un ancien ambassadeur britannique à Kaboul, Sherard Cowper-Coles, dans une tribune très critique sur la stratégie occidentale publiée dans le quotidien *The Daily Telegraph*.

Le retrait occidental de 2014 ouvre la possibilité d'un retour des talibans au pouvoir, une perspective inquiétante pour ceux des Afghans qui ont profité de cette décennie d'ouverture, principalement les habitants des villes.

Mais la population, lassée des violences, réclame également et avant tout la paix, que peu imaginent possible sans un accord avec des talibans, vus comme en position de force, ou sans retrait occidental. Les rebelles ont toujours refusé jusqu'ici de négocier avec le gouvernement tant que tous les soldats étrangers n'auront pas quitté le pays.

Regrettant cette absence de dialogue avec ses ennemis, M. Karzaï a une fois de plus dénoncé les complicités dont ils bénéficient au Pakistan voisin, où se trouve selon lui le «quartier général» de la rébellion.